

# En Quête des classes populaires

## Un essai politique

Sophie Bérout-Paul Bouffartigue-Henri Eckert-DenisMerklen

### Introduction

Pourquoi inviter le lecteur à partir « en quête des classes populaires » ? Parce que nous n'entendons pas convenir tacitement de l'existence d'une classe sociale dont les frontières elles-mêmes paraissent floues. Nous ne proposons donc pas un état des lieux des savoirs sociologiques sur ce groupe social, d'autant que cela a récemment été fait de façon très convaincante<sup>1</sup>. Ce livre tient de l'essai politique, inscrit dans les efforts de réinvention d'un horizon d'émancipation sociale. C'est pourquoi nous souhaitons davantage procéder à un éclairage sur le présent des classes populaires, en insistant sur les traces de l'histoire dans ce présent, sur les mouvements de fragmentation et de recomposition qui les affectent, mais aussi sur les formes de mobilisation qu'elles mettent en place, sur leurs productions, sur la nature des conflits au sein desquels elles sont engagées. Pour ce faire, il faut commencer par questionner les usages d'une catégorie de pensée remplie d'implicites. Usages qui portent le risque d'abandonner toute référence au rôle décisif des luttes de classes sous prétexte que la classe ouvrière aurait disparu. Or, en dehors du conflit on ne peut penser ni la formation des classes sociales, ni la dynamique d'ensemble d'une formation sociale divisée en classes.

Certes, depuis la fin des années 1990 l'expression « classes populaires » n'est plus l'apanage d'un petit cercle d'universitaires, sociologues, politistes ou historiens, spécialistes des groupes sociaux ainsi désignés. Elle est maintenant utilisée dans le monde politique et médiatique, concurremment ou en complément à celle, bien plus courante cependant, de « classes moyennes ». Or bien qu'elle ait toujours été contestable, l'hypothèse d'une société française « moyennisée » n'est pratiquement plus défendue, tant elle est manifestement inadéquate. Le renouveau de la contestation sociale et le désarroi de responsables d'une gauche politique incapable d'enrayer la fuite d'une large partie de son électorat populaire sont passés par là. De là à faire de la représentation et de la promotion politiques des dites classes populaires une priorité pratique, il y a un gouffre. D'autant plus que perdure la tendance à réduire ces classes populaires à leurs composantes les plus précarisées, en considérant que celles qui continuent de bénéficier d'une stabilité de l'emploi font partie des classes moyennes.

Reste que l'expression classes populaires est le plus souvent utilisée en dehors d'une réflexion sur les conditions et les effets de la fin de l'hégémonie de la classe ouvrière sur les milieux populaires », sur les modalités de la lutte des classes à partir desquelles il convient de saisir leur mouvement. Tel est le sens de notre « en quête ». Nous entendons

---

<sup>1</sup> Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclat, Nicolas Renahy, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Armand Colin, Paris, 2015.

questionner, dans ce petit ouvrage qui se nourrit de nos différents domaines de recherche, le sens de la référence aux classes populaires, la pertinence théorique et politique de celle-ci et ce à partir d'un triple point de vue.

En premier lieu, il nous semble important de considérer, comme y invite Olivier Schwartz<sup>2</sup> que cette notion renvoie à des groupes sociaux qui subissent de multiples formes de domination - économique, politique, culturelle – tout en conservant certaines marges d'autonomie. Mais comment ces différentes formes de domination se combinent-elles, et comment sont-elles traversées par les rapports sociaux capitalistes ? Quelles sont les modalités contemporaines des rapports d'exploitation et quelles sont les divisions – sociales, sexuelles, générationnelles - qu'elles engendrent et qu'elles nourrissent ? Au-delà de ces divisions, peut-on cerner un « salariat d'exécution » ou un « salariat subordonné » qui puisse être pensé comme un ensemble ? Peut-on le distinguer à partir du processus de précarisation, tel qu'il est généré dans la sphère du travail tout en se répercutant dans l'ensemble des autres dimensions de l'existence ?

En deuxième lieu, il nous paraît crucial de ne pas voir ces groupes sociaux ou ces fractions de classes uniquement comme des groupes dominés, ayant nécessairement intériorisé la position qu'ils occupent dans l'espace social. Ce sont aussi des groupes engagés dans des rapports conflictuels et qui se produisent eux-mêmes dans les cadres de ces conflits. Ainsi, à la manière dont l'a pensé Michel de Certeau, l'un des enjeux des luttes présentes est précisément de ne pas se trouver en permanence enfermé dans le terrain défini et contrôlé par l'adversaire (ou le dominant), mais de se doter d'un « propre », d'un espace d'entraide, de solidarité, des marges d'action, dans un quartier de répit, se dotant des capacités nécessaires pour construire une vision du monde qui conteste les définitions dominantes de la société<sup>3</sup>. Les frontières de ces groupes, les façons de se définir, de parvenir à exister politiquement sont sans cesse travaillées par les dynamiques caractéristiques des luttes sociales. De ce point de vue, nous souhaitons comprendre les processus contradictoires, agonistiques, par lesquels ces groupes sociaux se constituent en tant que classe ou non, ou encore partiellement. Nous essayons de voir s'il fait sens de parler aujourd'hui d'une expérience subjective, partagée, des classes populaires. Ces conflits dépassent certes la sphère du travail tant les enjeux de subsistance se jouent aussi dans la confrontation aux institutions, dans la débrouille au quotidien pour échapper à la pauvreté. Mais l'articulation ou la dissociation entre les différentes expressions de la contestation sociale nous semble également à penser. Pour le dire autrement, les luttes de classe continuent à exister même lorsque les sentiments d'appartenance à une classe donnée se sont affaiblis du côté des dominés (et non des dominants), en raison des offensives menées à la fois sur le plan culturel, politique et économique par ceux qui détiennent aujourd'hui les différentes ressources du pouvoir.

Enfin, si nous entendons bien nous garder d'essentialiser la notion de classe sociale, nous entendons aussi soumettre à critique la référence au « populaire ». Ce que recouvre celle-ci renvoie à une construction historique, qui existe en étant dite et qui n'a cessé de bouger. Il n'y pas un invariant qui serait le peuple, qui renverrait à ceux d'en bas et à qui il s'agirait de

---

<sup>2</sup>Olivier Schwartz, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées.fr*, 13 septembre 2011.

<sup>3</sup>Michel de Certeau, Luce Giard et Pierre Mayol, *L'invention du quotidien I. Arts de faire*, Chapitre X, « L'économie scripturaire » Paris, Gallimard, 1980.

donner enfin la parole. Les frontières du « populaire » oscillent au gré des luttes sociales - que l'on pense aux séquences révolutionnaires des XVIIIe et XIXe siècle -, mais aussi via le discours qui les produit et qui peut être aussi, on le sait, un discours conservateur, voire réactionnaire ou même fasciste. Si l'on se garde d'utiliser la catégorie de « populaire » uniquement comme une catégorie descriptive, laquelle permet de relier entre eux plusieurs groupes sociaux (ouvriers, employés, indépendants, petits paysans...), mais de la prendre comme une catégorie à la fois sociologique et politique, il est indispensable d'en pointer les ambivalences et les ambiguïtés. Pour autant, la catégorie, saisie de façon critique, peut aider à faire varier les échelles temporelles, à élargir la compréhension des répertoires de l'action protestataire, à rendre compte des différentes formes de résistances et de contestation face à l'ordre social dominant tel qu'il se donne à voir à différentes périodes historiques.

La référence à Marx reste pour nous centrale. Elle aide en effet à penser à la fois l'universalité et l'historicité du conflit de classes. Chaque formation sociale est traversée par une contradiction centrale qui se traduit par des rapports conflictuels divers, lesquels construisent les classes, résultantes et acteurs de ces conflits. Chaque formation sociale se caractérise par la centralité des rapports de production et la façon dont ils contribuent à construire, au travers de rapports sociaux conflictuels, des formes politiques et culturelles, des classes et des fractions de classes.

Ainsi, comme l'a montré E. P. Thompson, la formation de la classe ouvrière « relève tout autant de l'histoire politique et culturelle que de l'histoire économique. Elle n'est pas née par génération spontanée à partir du système de la fabrique. [...] La classe ouvrière se crée elle-même tout autant qu'on la crée ». <sup>4</sup> Marx nous aide également à penser les métamorphoses du capitalisme et les formes historiques de la « classe ouvrière ». La configuration des classes est entièrement déterminée par la nature du capitalisme à un moment et dans un lieu déterminé. Il faut donc revenir sur le capitalisme contemporain et les configurations qu'il prend ici ou là. S'agissant du cas français, comment l'identifier aujourd'hui, compte tenu, notamment de l'importance du cadre européen au sein duquel il se redéfinit ?

Les évolutions en cours du capitalisme mettent en question les frontières mêmes de ce que nous continuons à appeler des « sociétés ». Quelles sont les limites d'une société comme la société française ? Sont-elles celles de son territoire ? De la souveraineté de son Etat ? Quel est le cadre conflictuel dans lequel se trouvent les travailleurs de ce pays, tel que le capitalisme actuel le redéfinit ? Devons-nous penser déjà en termes d'Etat européen ? Ou au-delà ? Pensons par exemple à la production des biens matériels que nous consommons et qui contribuent grandement à la valorisation du capital. Il y a une immense chaîne d'interactions et de rapports sociaux qui relie l'usine textile du Bangladesh et ses ouvriers, et le moment où une consommatrice achète à Paris le vêtement fabriqué à des milliers de kilomètres de là. Cette chaîne de rapports sociaux contenue dans la marchandise est parfaitement contrôlée par le capital. C'est dans ce cadre que se définissent les conditions de vie des uns et des autres, que se jouent en partie l'ampleur du chômage dans un territoire donné. Pour autant, il est très difficile d'imaginer la production de collectifs englobant l'ensemble de ces rapports sociaux à l'image du prolétariat ou de la classe

---

<sup>4</sup>E. P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière*, Paris, Le Seuil, 2012 [1ère éd. 1963], p. 15, 518, 250.

ouvrière d'autrefois et la question se pose de l'invention de nouvelles formes de solidarité. La force aliénante de la forme marchandise n'a probablement jamais été aussi intense compte tenu de la complexité et de l'extension des chaînes que génère le capital ; des chaînes qui ne sont que très partiellement sous contrôle politique des Etats. L'une des forces idéologiques du néolibéralisme est de continuer à appeler « le marché » ces chaînes de l'exploitation et de la domination sociale.

Du 19ème siècle à nos jours les fonctions de l'Etat se sont considérablement étendues, le salariat s'est généralisé en cessant d'être la condition exclusive des travailleurs manuels. L'Etat-nation, qui a été la matrice de la configuration concrète des classes, est à l'épreuve des multiples flux et interdépendances liées à la globalisation. Quel est le cadre conflictuel dans lequel se trouvent désormais les travailleurs de ce pays ? Quelles sont les échelles pertinentes de la solidarité ? Autant de questions qui en constituent la toile de fond de cet ouvrage.

Ce livre est organisé par une temporalité précise, au centre de son interrogation : la centralité historique de la classe ouvrière dans la configuration des classes populaires en France. Le processus de mobilisation et d'unification des classes populaires par la classe ouvrière y est orienté par l'élaboration de multiples projets politiques finalement dominés par l'utopie révolutionnaire et l'aspiration à une société socialiste. Ce parcours, qui concerne l'essentiel des XIXe et XXe siècles, prend la forme d'une ascension suivie d'une décomposition. Or, faire du moment de l'unité et de l'apogée de la classe ouvrière le pivot central de l'histoire risque de nous laisser englués dans une vision nostalgique où le seul populaire qui compte est ouvrier. Une série de visions évolutionnistes s'en suivraient : de la fragmentation des travailleurs à l'unité de la classe ouvrière, des formes primitives de la révolte à la maturité politique de la classe moyennant une prise de conscience, des utopies diverses à l'élaboration d'un projet révolutionnaire où l'horizon de tous les possibles est celui de la fin de l'exploitation économique.

La perte de centralité de la classe ouvrière, l'impossibilité à représenter les sociétés de capitalisme avancé comme divisées en deux classes permettant de subsumer tous les autres statuts sociaux, ainsi que l'effacement de l'horizon révolutionnaire ont enterré une telle représentation de l'histoire des classes populaires. Si bien que l'idée même de classes sociales a été abandonnée par beaucoup d'intellectuels et de chercheurs au cours des années 1980 et 1990, et surtout par de nombreuses organisations politiques et sociales, y compris par celles qui mettaient jadis la classe ouvrière et la lutte des classes au centre de leur projet et de leur action<sup>5</sup>.

Or, le centre nodal et problématique de ce livre est le présent. Si les classes sociales sont bien là, au cœur de l'organisation de notre société et des conflits qui la traversent, la réalité présente du monde des exploités et des opprimés ne se laisse plus saisir par l'ancienne expression de « classe ouvrière ». Comment dire aujourd'hui l'identité de classe de l'intérimaire qui passe d'un travail manutentionnaire dans le secteur industriel à un travail de même type dans le tertiaire sinon en le considérant comme un prolétaire ? Il y a bien un enjeu de définition pas seulement sur le plan sociologique mais aussi sur le plan politique, pour dire ce qui se joue dans les recompositions des formes d'exploitation au travail et dans

---

<sup>5</sup> Julian Mischi, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, Marseille, 2014.

l'intrication entre les différents rapports de domination fondés sur la classe, le genre et l'assignation ethnique, et aussi dans les rapports à l'Etat et aux institutions au sein desquels s'articule une partie importante de la conflictualité contemporaine.

L'intelligibilité de ce qui se passe aujourd'hui doit puiser dans des périodes historiques diverses. Si nous voulons repenser à nouveau frais ce que recouvre le prolétariat contemporain, la façon dont celui-ci est traversé par un puissant processus de précarisation, nous devons nous détacher de la seule référence à la période d'affirmation du mouvement ouvrier et de construction de la société salariale. Ce que l'on pourrait désigner comme un processus de re-prolétarianisation en raison de la destruction des protections sociales, de la vulnérabilité liée aux multiples formes de la précarité, invite aussi à repenser la condition des travailleurs à d'autres périodes, à élargir la référence aux mondes populaires, afin d'être plus attentifs aux différentes formes d'affirmation et de résistance.

Si l'on pense aux différentes expériences historiques de la contestation populaire, à celles précédant la Révolution française par exemple, cette contestation apparaît plus éclatée, plus plébéienne, avec une politicité<sup>6</sup> qui l'oppose non seulement au patron mais aussi au notable, au curé, à la police, aux tribunaux, au riche, au seigneur. Ce populaire est le produit de rapports de ségrégation spatiale et de domination, de subordination, d'illettrisme et de répression autant que d'exploitation. Il se conjugue au pluriel tant les catégories qui habitent ce « peuple » sont diverses et tant sont nombreux les conflits et les injustices qui se trouvent à leur origine. Il est organisé de manière beaucoup plus informelle, et il n'y a pas un agent unique capable de représenter cette réalité complexe. Le présent des classes populaires hérite bien sûr de la classe ouvrière telle qu'elle s'est organisée pendant le XXe siècle. Mais ce présent ne garde-t-il pas aussi des similitudes et des ressemblances avec cet autre passé qui précède celui de la formation de la classe ouvrière ?

Au fil du XIXème siècle une myriade de catégories populaires est intégrée à la fois la classe ouvrière et au salariat, processus que nous décrivons dans la première partie. C'est celui de l'absorption progressive au capitalisme de toute une série de segments jusqu'alors dispersés. Ils s'intègrent au salariat au rythme de la destruction par l'industrie des anciennes formes de production et de l'affirmation d'un nouvel ordre.

Mais ce processus d'absorption a longtemps occulté l'existence dans la classe ouvrière et autour d'elle de nombreuses expressions populaires qui n'étaient pas nécessairement destinés à disparaître. Paysans, artisans, petits employés, marginaux et pauvres, définissent, selon les périodes, toute une constellation populaire qui ne fait pas partie de la classe ouvrière mais qui l'englobe. Lorsque la sociologie est sortie de l'usine pour approcher le social autrement, elle a découvert que les classes populaires n'ont jamais été entièrement ouvrières.

Les conflits et les mobilisations montrent la même ambiguïté que les catégories. Le conflit capital-travail devenu « question ouvrière » domine une bonne partie du XIXe siècle et la quasi-totalité du XXe siècle. Les syndicats s'imposent comme la principale forme d'organisation sociale, la plupart du temps associée à la forme parti. Les problèmes sociaux sont alors saisis au travers de « la question sociale ». Mais cette contradiction principale

---

<sup>6</sup> Ce concept est défini plus précisément dans la troisième partie de ce livre (cf. page...). Il renvoie à une approche du politique triplement originale, comme étant à la fois : constitutif du social ; variable historiquement ; et différencié d'un groupe social à un autre.

s'accompagnait d'autres conflits moins visibles car bien moins organisés : rapports entre les hommes et les femmes, diverses formes de racisme ; conflits autour de la santé, de l'éducation, de la religion et de l'environnement. Parfois ces autres formes de conflit débordaient la question sociale, parfois elles traversaient le monde populaire de manière plus ou moins explicite. Ainsi les discriminations raciales et sexuelles, les rapports entre la campagne et la ville, la maladie mentale et le handicap, les discriminations liées à l'institutionnalisation d'une culture « légitime » ont donné lieu à autant de formes de conflit qui travaillaient profondément le monde populaire pendant la période de « maturité » de la classe ouvrière tout en restant presque invisibles.

Il n'est dès lors pas exagéré de parler de prééminence ouvrière sur l'ensemble des classes populaires, et de la question ouvrière sur l'ensemble des formes de domination, d'exploitation et de discrimination. Et bien évidemment d'hégémonie du mouvement ouvrier, syndicalement ou politiquement organisé, sur l'ensemble des mouvements sociaux. Plus qu'à la fin de la classe ouvrière, nous assistons aujourd'hui à la fin de l'hégémonie que la classe ouvrière a su bâtir sur le populaire et dont l'apogée se situe vers la fin des années 1960

Le présent des classes populaires est éclaté sous l'effet des dynamiques de l'affrontement de classe, de la division du travail et du rapport à l'emploi. Le développement du salariat a eu - et continue à avoir - un effet d'intégration et d'unification des divers mondes populaires. Le statut de « salarié » a entraîné un important effet homogénéisateur des formes auparavant hétérogènes de rapport au travail et a permis l'intégration dans le travail salarié de nombreuses professions et métiers qui lui étaient extérieurs. L'universalisation des droits auxquels ce rapport au travail donne lieu a eu un impact structurant de l'univers populaire. A tel point que l'expression « les salariés » s'est largement substituée à celle d'« ouvriers » ou de « travailleurs ». Or, l'apparition de formes dégradées de contrat de travail a rendu possible l'institutionnalisation d'une galaxie de situations de précarité laborieuse<sup>7</sup>.

Le monde des classes populaires se divise aussi suite aux inégalités et aux rapports de domination entre les hommes et les femmes. Ces divisions de « genre » s'articulent avec les premières, les femmes étant surexposées à la précarité. Mais la question de la domination masculine se pose aussi sur les plans familial et relationnel et marque donc le monde populaire bien au-delà de la sphère du travail.

La division des classes populaires résulte aussi de discriminations raciales et religieuses, héritées du passé colonial, et plus largement du passé religieux de l'Europe. Elle s'articule avec force à la politique extérieure de l'Etat et aux guerres contemporaines pour prendre la forme d'une « question ethnique ». Une part de la religion musulmane se présente de manière croissante comme une réponse à ce type de discriminations.

Enfin, on connaît la force des divisions spatiales. La protection sociale par le logement et la « politique de la ville » jouent un rôle majeur dans la formation d'un segment des classes populaires qui tend à se détacher du reste, segment nommé « banlieues ». D'autres formes d'inscription territoriale donnent lieu à des clivages, comme le « péri-urbain », univers héritier de certains segments de la classe ouvrière cohabitant avec de petits commerçants et

---

<sup>7</sup>Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, Paris, 1995.

artisans, éloigné socialement, culturellement et politiquement des grandes agglomérations urbaines.

Il faut mentionner le phénomène du Front National qui représente une forme majeure de division des classes populaires d'origine politique. S'il capitalise avant tout sur la base de l'islamophobie et du rejet de la « classe politique », le FN exprime également un mécontentement social et ajoute aux divisions sociales un clivage politique qui traverse le monde populaire. La dénonciation du « système » et des technocrates, de la soumission à l'Europe et à l'étranger rend possible la cohésion et la mobilisation de nombreux segments des classes populaires qui ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels.

La montée de toutes ces divisions est favorisée par la dissolution de l'hégémonie ouvrière sur les classes populaires. Cette piste de réflexion permet d'inscrire le présent dans un passé : bien des différenciations internes aux milieux populaires existaient tout en étant masquées ou relativisées par cette hégémonie. La fragmentation prend la forme de divisions entre catégories sociales – fonctionnaires/salariés du privé, chômeurs/précaires/stables, hommes/femmes, jeunes/retraités, étrangers/nationaux, habitants de cités/pavillonnaires péri-urbains, Blancs/Arabes/Noirs, athées/musulmans/chrétiens/juifs... Mais d'autres divisions traversent le monde populaire, qui ne sont pas uniquement entre catégories, et tout n'est pas résurgence du passé. S'imposent de nouvelles formes du populaire qu'il s'agit d'identifier et de caractériser. Ont émergé les questions de type « ethnique », « nationale », de « genre », la question centrale de l'emploi et des formes actuelles du travail, les souffrances qui lui sont liées, la question des jeunes, etc. Autant de problèmes et de conflits qui se présentent à l'expérience de telle manière qu'il est difficile de les hiérarchiser. Les nouvelles formes d'individuation, souvent très ambiguës, rendent aussi difficile l'unification du populaire.

Si le sociologue se doit de les ordonner, comme nous le faisons en mettant ce qui se joue dans les rapports d'exploitation au centre de l'analyse, les mouvements sociaux ne suivent pas toujours de telles hiérarchies. Surgissent des luttes diverses, sans que les liens entre celles-ci soient évidents tout comme ne le sont pas les adversaires contre lesquels elles mobilisent.

La classe ouvrière s'est définie dans le rapport au travail en identifiant la question de l'exploitation comme le centre de la conflictualité sociale et politique. Or, les années 1960 ont été le moment de divergences dans la manière de penser le populaire. Les améliorations séculaires observées dans les conditions de vie et de travail, résultant de l'émergence de certaines régulations sociales et de l'augmentation du salaire ont favorisé la réactualisation du thème de la « domination » à côté de celui de l'exploitation économique qui avait orienté la critique jusqu'aux années 1950, en lien avec l'observation des effets de l'école, des industries culturelles, de la consommation de masse, et, plus largement, à l'extension du champ d'action de l'Etat. En France, ce changement d'optique de l'exploitation vers la domination s'est fait sous l'influence prépondérante des travaux de Pierre Bourdieu dans la pensée sociologique sur les classes populaires, visant à dépasser les conceptualisations issues de Marx comme de Weber. La domination d'ordre symbolique y est la clef explicative des relations entre les diverses catégories sociales (au détriment des explications centrées sur l'économie ou la politique). A la division sociale en deux classes fondamentales se substitue ainsi un espace social multidimensionnel où le capital économique dont disposent les individus se croise avec le « capital culturel ». D'où une analyse en termes de positions

de groupes et de catégories au sein d'un espace social hiérarchisé plutôt qu'en termes de luttes de classes.

Avec l'apparition d'un chômage de masse et l'extension de la précarité les années 1980/1990 marquent un nouveau tournant déstabilisant les approches critiques du monde social...Une série de situations sociales de souffrance et d'injustice semblent ne plus pouvoir être subsumées par les termes d'exploitation ou même de domination. « L'exclusion » devient un problème public de premier ordre. Robert Castel en fournira une formulation alternative avec le concept de « désaffiliation » visant à rendre compte à la fois de l'origine de cette déstabilisation généralisée (les transformations du régime de travail et de l'emploi) et des diverses formes de « vulnérabilité » qui lui sont associées. La montée d'une demande d'intégration sociale, et celle des luttes contre les discriminations raciales et de sexe renouvellent le visage de la question sociale et posera d'énormes problèmes aux organisations sociales et politiques qui représentaient les classes populaires.

Exploitation, domination, inégalité, discrimination, exclusion : chacune de ces topiques définit des lignes de conflit, des formes de mobilisation sociale, des adversaires, des objectifs et des identités sociales divers. Les classes populaires d'aujourd'hui ne se différencient pas de la classe ouvrière d'hier seulement parce que les groupes sociaux qui les composent ont changé. Elles se constituent aussi en termes de conflits, de luttes et de représentations de soi et de l'autre, en termes de visions du monde. C'est pourquoi l'évolution que nous observons présente une dimension politique fondamentale, et que nous proposons le terme de « politicité » visant à saisir ces évolutions dans le domaine de l'action et pas seulement dans celui des situations sociales. Aucune force sociale ne parvient aujourd'hui à ordonner les termes d'exploitation, de domination, d'intégration, d'inégalités, de discriminations...à en proposer une vision articulée au sein d'un projet politique. Cependant, tous ces termes ne travaillent pas le monde des classes populaires de la même manière ni avec la même force. Les questions « ethnique » et « de genre », par exemple, s'intègrent aussi à une problématique générale de la citoyenneté et de la République et ne se saisissent pas uniquement au travers d'une problématique de classes. Cependant, la question « ethnique » se confond, voire se substitue parfois, à la question sociale donnant une expression culturaliste tantôt racisée de ce qu'en d'autres termes relèverait des rapports de classe. La lutte contre les inégalités et les discriminations peut donner lieu à des vastes mobilisations dépassant largement les limites des classes populaires, quelle que soit la manière dont on pense celles-ci. De même, la question de la domination culturelle ne prend plus la forme qu'elle avait dans les années 1960 ou 1970 – lorsqu'on a pu identifier le populaire par opposition à la culture légitime. D'une part la révolution internet et technologique a complètement transformé les modes de communication, de création et d'accès à l'art et à la culture. D'autre part, l'école ne semble plus en mesure de tenir ses promesses de mobilité sociale. Dans quelle mesure ces nouveaux modes de création et de communication favorisent-ils des productions culturelles populaires autonomes, susceptibles de permettre aux classes populaires de parler en leur nom propre ?

Le changement est considérable pour les classes populaires qui peuvent maintenant créer et communiquer en échappant au moins partiellement au contrôle de l'école, des éditeurs et de certaines industries culturelles. Sans que cela signifie qu'Internet soit le paradis de la démocratie comme certains l'affirment, il rend partiellement inefficaces des formes anciennes de contrôle et de légitimité culturelle. Mais aussi, le rapport à la « culture



dominante » évolue car l'Etat et l'école perdent du terrain dans leur capacité à déterminer les formes légitimes de la culture – celle-ci étant l'une des conséquences de l'incapacité de l'école à offrir des possibilités de promotion sociale. Quelle est la nature des productions culturelles en provenance des classes populaires aujourd'hui ? La question est centrale car c'est à travers ces productions que les classes populaires parlent en leur nom propre, produisent des visions du monde, désignent des adversaires, caractérisent les problèmes qui traversent leur quotidien.

Les changements sont aussi d'ordre politique et réfèrent aux conflits au sein desquels se constituent les classes populaires. De ce point de vue, le thème de la précarité offre, peut-être, une possibilité d'identification et d'association large et transversale de ce qui est dispersé. Précarité au travail et dans l'emploi, précarité des conditions de vie, précarité familiale et précarité urbaine et de logement, précarité devant l'école et la culture, insécurité sociale et déstabilisation des parcours de vie, précarité économique ou pauvreté, précarité sociale associée au vieillissement, au célibat ou à la jeunesse. Est-ce dire que les classes populaires sont particulièrement exposées à la précarité ? Oui, certainement. Mais nous assistons aussi à une extension de la précarité qui menace le régime de sécurité sociale actuel et qui concerne bien d'autres groupes sociaux. Il est vrai que dans une société comme la société française qui dispose encore d'un système de régulations et de protections sociales relativement solide, le thème de la précarité vue comme un ensemble de processus de précarisation permet de penser le social d'une manière novatrice. Dans ce cadre, les demandes d'intégration, la lutte contre l'exploitation économique et la revendication de l'égalité face à d'autres groupes sociaux prennent un sens auquel il faut être attentif.

Ce livre met donc à l'épreuve successivement trois des hypothèses qui guident cette enquête : 1- Le présent des classes populaires hérite d'une histoire, celle de la construction puis de l'étiollement de la classe ouvrière, dans sa double dimension de groupe sociologique fédérateur et de sujet politique central ; 2- les classes populaires sont prises dans des dynamiques de dispersion et de polarisation qui, pour autant, ne disqualifient pas l'usage descriptif de la notion ; 3- Les classes populaires ne sont pas entièrement démobilisées, et sous des formes très diverses et souvent invisibles ou inattendues elles se construisent aussi comme telles au travers d'une conflictualité plurielle.